

INDEMNITE FORFAITAIRE POUR TRAVAIL DU DIMANCHE ET DES JOURS FERIES

Références :

- Décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.
- Décret n° 92-7 du 2 janvier 1992 instituant une indemnité forfaitaire pour travail du dimanche et des jours fériés.
- Arrêté ministériel du 16 novembre 2004 fixant le montant de l'indemnité forfaitaire pour travail du dimanche et des jours fériés.
- Décret n°2008-797 du 20 août 2008 instituant une indemnité forfaitaire pour travail du dimanche et des jours fériés à certains agents de la fonction publique territoriale.(agents sociaux)
- Arrêté ministériel du 20 août 2008 fixant le montant de l'indemnité forfaitaire pour travail du dimanche et des jours fériés.(agents sociaux)

1. Corps de l'Etat de référence

Pour les cadres d'emplois de la filière médico-sociale :

Le corps des cadres de santé civils du ministère de la défense,
Le corps des infirmiers civils de soins généraux du ministère de la défense,
Le corps des techniciens paramédicaux civils du ministère de la défense,
Le corps des aides soignants de l'Institution nationale des invalides.

Ces corps de l'Etat bénéficient de certaines primes de la fonction publique hospitalière, parmi lesquelles l'indemnité forfaitaire pour travail du dimanche et des jours fériés.

Pour le cadre d'emplois des agents sociaux territoriaux :

Il n'existe pas de corps de l'Etat de référence en ce qui concerne cette prime.

2. Cadres d'emplois territoriaux bénéficiaires

- Sages-femmes
- Cadres de santé infirmiers, rééducateurs et assistants médicaux techniques
- Puéricultrices cadres de santé (anciennes coordinatrices de crèches)
- Infirmiers
- Puéricultrices
- Rééducateurs
- Agents sociaux
- Auxiliaires de soins
- Auxiliaires de puériculture

En attente de la modification du décret pour les infirmiers en soins généraux et les techniciens paramédicaux.

3. Montants de l'indemnité

Montant forfaitaire

Le montant de l'indemnité est fixé pour 8 heures de travail effectif par référence à l'indice 100 de la fonction publique et évolue dans des conditions identiques.

Ce montant atteint **60 €** euros au 1^{er} janvier 2024.

Montant individuel

L'indemnité forfaitaire est attribuée par l'autorité territoriale au prorata du temps de travail effectué.

4. Cumul

Aucune disposition législative ou réglementaire ne s'oppose au cumul de cette indemnité avec d'autres primes ou indemnités, sauf avec l'indemnité horaire pour travail du dimanche et des jours fériés telle que prévue par l'arrêté du 19 août 1975.